



## Convention relative à l'exercice des missions par les CDG des Hauts de France au profit de la Région des Haut-de-France

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu le schéma régional de coordination, de coopération, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriales Hauts-de-France en date du 13 juin 2022.

CONCLU ENTRE :

**Le Centre de Gestion de l'Aisne** représenté par son Président, Monsieur Hervé MUZART, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du

**Le Centre de Gestion du Nord** représenté par son Président, Monsieur Éric DURAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du

**Le Centre de Gestion de l'Oise** représenté par son Président, Monsieur Alain VASSELLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du

**Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais** représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du

**Le Centre de Gestion de la Somme** représenté par son Président, Monsieur Claude CLIQUET, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du

Ci-après désignés les CDG

## Table des matières

Préambule .....	4
Article 1 : Objet de la convention.....	5
Article 2 : Rôle du Centre de Gestion coordonnateur régional .....	5
Article 3 : Offres de service .....	5
Article 3-1 : les instances médicales .....	5
Article 3-2 : l'assistance juridique statutaire .....	5
Article 3-3 : Les autres missions du socle .....	6
Article 3-3 : la gestion des concours .....	6
Article 4: Relations financières entre les CDG.....	6
Article 4-1 : Principe de répartition .....	6
Article 4-2 : dispositions spécifiques relatives à l'exercice 2023. ....	7
Article 4-2 : Bilan du dispositif de reversement .....	7
Article 5 : Gouvernance et coopération .....	7
5-1 : Principes généraux .....	7
5-2 Dispositions particulières applicables aux conseils médicaux .....	7
Article 6 : Evaluation .....	8
Article 7 : Responsabilité.....	8
Article 8 : Litiges .....	8
Article 7 : Révision .....	8

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Préambule

Selon les dispositions de l'article L452-11 du code général de la fonction publique, les centres de gestion s'organisent, au niveau régional ou interrégional, pour l'exercice de leurs missions, en élaborant un schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation qui :

- 1° Désigne parmi eux un centre chargé d'assurer leur coordination ;
- 2° Définit les missions qu'ils décident de gérer en commun ;
- 3° Détermine les modalités d'exercice de ces missions, ainsi que de celles que des centres gèrent obligatoirement à un niveau au moins régional en application de l'article L. 452-34 ;
- 4° Détermine les modalités d'exercice de ces missions ;
- 5° Détermine les modalités de remboursement des dépenses correspondant à ces missions.

Le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation peut confier l'exercice d'une mission à l'un ou plusieurs des centres de gestion pour le compte de tous.

Selon les dispositions de l'article L452-39 du même code, une collectivité ou un établissement mentionné à l'article L. 452-1, non affilié au centre de gestion dans le ressort duquel il se trouve, peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes :

- 1° Le secrétariat des conseils médicaux ;
- 2° Une assistance juridique statutaire y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L. 124-2 ;
- 3° Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- 4° Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
- 5° La désignation d'un référent laïcité chargé des missions prévues à l'article L. 124-3.

La collectivité ou l'établissement concerné ne peut exclure une ou plusieurs de ces missions qui constituent un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.

S'agissant spécifiquement du conseil médical, le décret du 30 juillet 1987 dispose que sauf dispositions contraires prévus par le décret, le secrétariat du conseil médical est assuré par le centre de gestion pour les collectivités et établissements ayant adhéré au bloc insécable.

La présente convention a pour objet de fixer :

- les champs de compétences respectifs de chaque CDG à l'égard de la Région des Hauts-de-France ;
- les règles de compensation financières.

## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser les modalités d'exercice des missions au profit de la Région des Hauts-de-France conformément au schéma régional de coordination, de coopération, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriales Hauts-de-France en date du 13 juin 2022 qui entend notamment :

- Harmoniser et renforcer l'offre et la qualité de service sur les territoires, en adaptant les missions à l'évolution des besoins des collectivités et des établissements publics en concourant au maintien et au développement des compétences et des expertises des agents des CDG ;
- Améliorer la relation de service en proximité avec une qualité de service renforcée.

## Article 2 : Rôle du Centre de Gestion coordonnateur régional

En application des dispositions des textes régissant les centres de gestion :

- La Région est représentée au sein du collège spécifique du CDG 59 représentant les collectivités et établissements non affiliés au conseil d'administration des centres pour l'exercice des missions qui constituent l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines ;
- Le CDG 59 est seul habilité à percevoir la contribution institué par l'article L452-27 du code général des collectivités territoriales.

## Article 3 : Offres de service

### Article 3-1 : les instances médicales

Chaque CDG assure le secrétariat du comité médical dans le respect des dispositions du décret n°87-602 du 30 juillet 1987.

Le Conseil médical de chaque CDG est compétent à l'égard :

- des fonctionnaires qui y exercent leurs fonctions ou qui y ont exercé en dernier lieu.
- du fonctionnaire retraité ou de l'ayant droit d'un fonctionnaire décédé, le conseil médical compétent étant celui dont relevait le fonctionnaire avant sa radiation des cadres.

En application des dispositions de l'article 4 du décret du 30 juillet 1987, les membres titulaires appelés à siéger au conseil médical en formation plénière représentant de la Région des Hauts-de-France, sont désignés par l'autorité territoriale parmi les membres du conseil régional.

Les centres de gestion, chacun en ce qui les concerne, sont tenus de mettre en œuvre ces dispositions ainsi que celles relatives à la désignation des représentants du personnel.

### Article 3-2 : l'assistance juridique statutaire

Les Centres de gestion du Nord (pour les services RH du siège de la Région) et de la Somme assurent (pour l'antenne RH régionale à Amiens) conjointement l'assistance juridique statutaire.

Le Centre de gestion du Nord demeure le seul interlocuteur de la Région pour les questions relatives à la déontologie.

### Article 3-3 : Les autres missions du socle

Le Cdg59 est l'interlocuteur unique de la Région pour toutes les autres missions du socle non visées par les articles précédents à savoir :

- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
- La désignation d'un référent laïcité chargé des missions prévues à l'article L. 124-3 du code général de la fonction publique.

### Article 3-3 : la gestion des concours

En application des dispositions de l'article L.452-46 du code général de la fonction publique, les collectivités non affiliées qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un centre de gestion auquel ils ne sont pas affiliés lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapportés au nombre de candidats déclarés aptes par le jury.

Néanmoins, dans le cadre de l'adhésion de la Région des Hauts de France au socle commun et au forfait complémentaire associé en matière de concours, les cinq centres de gestion se sont accordés sur la prise en charge par le CDG59 des coûts lauréats internes et des admis aux examens employés par la Région, et ce quelle que soit leur résidence administrative. Il en sera de même pour les nominations qui interviendront en région.

Cas particulier : le CDG59 pourra également procéder au remboursement d'un autre CDG de la région qui aurait supporté le coût d'un lauréat à l'issue d'un concours ou d'un examen mais qui, finalement, serait nommé par le conseil régional.

### Article 4: Relations financières entre les CDG

#### Article 4-1 : Principe de répartition

Le taux de contribution applicable pour la Région des Hauts-de-France, est celui voté annuellement par le Conseil d'Administration du CDG 59. La contribution de la Région des Hauts-de-France lui est versée mensuellement.

En contrepartie de l'exercice des missions telles qu'elles sont décrits dans l'article 3, le CDG 59 remboursera trimestriellement à chaque CDG une partie des contributions dans les conditions suivantes :

- Au titre du conseil médical, 80% du montant de la contribution régionale réparti entre les 5 centres de gestion en fonction du nombre d'agents gérés dans chaque département.
- Au titre des autres missions visées à l'article 3.2 :

- 15% du montant pour le CDG 59 au titre de l'assistance juridique statutaire, de l'assistance au recrutement, de l'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite et de la désignation d'un référent laïcité ;
- 5% du montant pour le CDG 80 au titre de l'assistance juridique statutaire.

#### Article 4-2 : dispositions spécifiques relatives à l'exercice 2023.

Les mécanismes de financement définis à l'article 4-1 s'appliquent à la totalité des contributions versées par la Région des Hauts-de-France au titre de l'exercice 2023.

Pour l'exercice 2023, le montant de cette contribution est fixé à 0,10% de la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

#### Article 4-2 : Bilan du dispositif de reversement

Le dispositif de reversement de la contribution régionale fera l'objet d'une évaluation financière sur la base de l'activité des CDG à trois ans aux termes desquels, le dispositif de reversement pourra le cas échéant évoluer.

### Article 5 : Gouvernance et coopération

#### 5-1 : Principes généraux

Les règles de coopération sont celles définies par le schéma régional ou de coordination, de mutualisation et de spécialisation.

Il est ainsi rappelé pour celles des missions visées dans le schéma de coopération à savoir :

- L'organisation des concours et examens professionnels
- L'assistance juridique statutaire y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article ;
- L'assistance au recrutement et l'accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
- La désignation d'un référent laïcité.

L'intervention des centres de gestion respectera le principe du chef de filat.

#### 5-2 Dispositions particulières applicables aux conseils médicaux

Sur ce périmètre spécifique, les centres de gestion

- s'entendent sur la nécessité d'un partage de pratique et de connaissances permettant ainsi d'agir au plus près du terrain tout en s'inscrivant dans une perspective d'harmonisation des prestations sur le territoire régional, conformément au principe de subsidiarité énoncé dans le préambule du schéma régional de de coordination, de mutualisation et de spécialisation ;

- décident de créer un groupe de travail spécifique dédié au suivi des dossiers relevant de la compétence des instances médicales. Ce groupe de travail est placé sous la responsabilité du CDG XX.

## Article 6 : Evaluation

Les missions menées au profit de la Région des-Hauts-de-France feront l'objet d'une évaluation annuelle.

## Article 7 : Responsabilité

Il est expressément rappelé que chaque centre de gestion demeure responsable des conséquences des décisions et avis qu'il serait amené à prendre à l'égard de la Région.

## Article 8 : Litiges

Tout litige relatif à l'exécution du présent schéma fera l'objet d'une tentative de conciliation entre les CDG. A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le tribunal administratif compétent pour le ressort géographique du Centre de Gestion coordonnateur, à savoir le Tribunal administratif de LILLE.

## Article 7 : Révision

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des CDG. Cet avenant est transmis et publié sous les mêmes modalités que la convention elle-même.

Fait à le

Le Président du Centre de  
Gestion  
de l'Aisne

Le Président du Centre de  
Gestion  
du Nord

Le Président du Centre de  
Gestion  
de l'Oise

Hervé MUZART

Éric DURAND

Alain VASSELLE

Le Président du Centre de  
Gestion  
du Pas-de-Calais

Le Président du Centre de  
Gestion  
de la Somme



Joël DUQUENOY

Claude CLIQUET